

Les fruits de la politique américaine...

Guerre civile au Vietnam ?

SOLLICITEE par la crise de Berlin, la démission de Quadros, la succession d'Ham-marskjöld ou la révolte syrienne, l'opinion internationale ne prête guère attention à la situation du Sud-Vietnam. Pourtant, une partie très importante s'y joue actuellement.

Depuis début 1960, la guerre civile ravage ce pays, comme vient de le confirmer le Président Ngô dinh Diem dans son message au Parlement.

« Ce n'est plus à la guérilla que nous avons affaire, mais à une véritable guerre », a-t-il déclaré le 2 octobre dernier.

En effet, jusqu'au raid sur Tây Ninh, en février 1960, des attentats, des escarmouches menées par des bandes isolées se produisaient un peu partout dans les campagnes. C'était la « guérilla ». Mais depuis le début de l'année dernière, les Viêt-Cong (partisans pro-communistes), en réussissant un coup de main audacieux sur l'ancienne capitale caodaïste, prouvaient qu'ils s'étaient constitués en unités de guerre, « équipées d'armements lourds et variés ». Depuis lors, ils n'ont cessé de semer le désordre à travers tout le pays, le contrôlant peu à peu dans son ensemble, des hauts plateaux du Centre à la pointe extrême sud de Camau. Aujourd'hui, ils tiennent tête aux forces de l'ordre, font sauter les ponts, surveillent les principaux axes routiers. Seuls des convois armés peuvent se déplacer sur les deux routes importantes qui relient, l'une Bien-Hoa, l'autre Dalat à Saïgon. Récemment, les Viêt-Cong ont pu prendre quelques garnisons dans la région de Kontum-Pleiku (Hauts plateaux) et sont allés menacer sérieusement la ville de Phuoc Vinh, provoquant de lourdes pertes parmi les troupes gouvernementales. La semaine dernière, ils ont fait sauter le train Saïgon-Huê, tuant, d'après les chiffres officiels, près de 500 militaires. A 20 kms de la capitale, un officier est fait prisonnier. Selon Washington, près de 1.500 personnes tombent, chaque mois, victimes de ces « raids ».

On pourrait épiloguer longtemps sur l'ampleur du soutien de Hanoï à la lutte contre la dictature « fasciste » de M. Diem. Il est certain que les unités Viêt-Cong qui se battent dans les

rizières du Sud reçoivent un appui matériel et humain du Nord. Certains vont même jusqu'à penser que les autorités de la République Démocratique du Nord-Vietnam (Hanoï),



prévoyant, en conséquence d'une solution au conflit laotien, la création d'un contrôle international effectif des forces militaires au Laos, ont préféré expédier vers le Sud-Vietnam certaines de leurs troupes qui stationnaient auparavant dans les régions actuellement occupées par le Pathet-Lao. Mais quel que soit le rôle joué par Hanoï dans la guerre civile qui sévit au Sud-Vietnam, il n'en reste pas moins vrai qu'une dizaine de milliers de Viêt-Cong (selon le Time) ne pourraient tenir tête à 300.000 hommes, — dont 170.000 soldats et 130.000 gardes nationaux —, s'ils ne bénéficiaient pas du soutien, même tacite, de la population locale.

Le problème n'est pas de savoir si les paysans du Sud sont pro-communistes — pour la majorité, on peut penser que cela les laisse indifférents — mais, de constater que dans leur lutte contre le régime « diemiste », le peuple sud-vietnamien et les Viêt-Cong sont unis,

même si leurs intérêts respectifs divergent.

Le régime du Sud est profondément impopulaire. On l'a bien vu quand, à l'occasion du coup d'état militaire avorté de novembre dernier, la population s'empressait avec une belle unanimité de brûler et de fouler aux pieds les effigies des gouvernants. Sur ces derniers, tout a été dit : oligarchie, dictature, corruption, camps de concentration, concussion, tortures... que la presse internationale ne cesse de dénoncer ; ces maux expliquent par eux-mêmes le mécontentement populaire vis-à-vis du régime et de ses protecteurs, les Américains.

Le plan de «sauvetage» U.S.

Depuis les accords de Genève, en 1954, les Etats-Unis tiennent l'avenir du régime entre leurs mains. Il leur suffirait de lui couper les vivres, et le château de cartes s'écroulerait avec fracas. C'est ce qu'on espérait au lendemain du « lâchage » de Syghman Rhee en Corée et avec l'accession de J. F. Kennedy à la présidence des Etats-Unis. Ce dernier n'avait-il pas fait comprendre par ses déclarations antérieures, et dans son discours d'inauguration, le 21 janvier 1961, que son pays ne comptait plus soutenir des régimes fascistes sous prétexte que ceux-ci se présentaient comme « la seule alternative au communisme » ?

Hélas, depuis, il a fallu déchanter. Après l'échec qu'ils ont subi avec Phoumi au Laos, après la visite du vice-président L. Johnson à Saïgon, il est clair que les Américains comptent soutenir Diem jusqu'au bout, quitte à perdre définitivement la face en Asie si leur protégé du palais du Doc Lap s'effondre.

Cet été, alors que M. Diem ne savait plus que faire face à l'extension catastrophique de la guerre civile, le Département d'Etat a décidé de prendre l'affaire en mains. A la suite d'une mission dirigée par l'économiste Eugène Staley à Saïgon, en juillet dernier, Washington a dressé un plan pour lutter contre la « subversion des rouges », dont l'application a été confiée à S. J. Cottrel, partisan de « méthodes rudes, non orthodoxes pour arrêter les communistes », assisté par le général E. Landsdale, un « dur » du Pentagone.

Ce plan, vaste et détaillé, revient à confier le commandement des opérations militaires à Washington et prévoit des mesures de redressement économique et social. Ceci, avec l'entier accord de Saïgon. Mais quelles que soient les lignes de ce plan, il importe de consta-

ter que, reprenant sous une autre couleur les conceptions chères à Poster Dulles, la nouvelle Administration américaine entend résoudre une guerre civile, un conflit politique, par des moyens militaires. Washington espère mettre fin à la lutte d'un peuple contre une minorité de profiteurs, accrochés à leurs privilèges, en éliminant les éléments les plus actifs, et pense qu'ainsi la guerre civile aura perdu sa raison d'être.

On voit la faille du raisonnement : il est tout simplement oublié que treize millions de Vietnamiens ne souhaitent qu'une chose : la chute de M. Diem et le retrait des « conseillers » américains. Conscients de l'hostilité des masses vis-à-vis des autorités saïgonnaises, déçus par leur propre impopularité, les Américains choisissent la politique de gribouille, espèrent ainsi reculer l'issue du conflit, la date d'un échec qui hante leurs esprits et qui ne peut, à leurs yeux, être autre que la communisation du Sud-Vietnam. N'ayant plus d'illusions — ou très peu —, ils cherchent à retarder l'échéance plutôt que de reconnaître, dès maintenant, leur erreur et faire machine arrière, quitte à remettre à plus tard des décisions qu'aujourd'hui ils pourraient prendre mais qui, demain, leur seront imposées à leur détriment.

Une solution autre que le communisme

Car, si la situation est chaque jour plus critique, il ne faut pas croire pour autant qu'il n'existe plus aujourd'hui au Sud-Vietnam d'autre solution que le communisme.

Le prince Sihanouk (Cambodge) déclarait avec raison, cet été à un journaliste américain : **« Les dictatures asiatiques, vos coûteux et fragiles alliés, continuent à être l'objet de tous vos soins parce que vous n'imaginez pas de solution meilleure que l'argent et les armes pour contenir l'expansion communiste. Je sais qu'on ne modifie pas en un tournemain la politique d'une grande puissance. Mais je sais aussi que le temps perdu ne se rattrape jamais. »**

Même si le temps perdu ne peut se rattraper, même si la politique d'une grande puissance ne se modifie pas en un tournemain, il reste possible aux Etats-Unis, — et cela à tout moment —, de retirer leur soutien à la dictature de Diem, leur « fragile et coûteux allié », plu-

tôt que de continuer à le porter à bout de bras et d'achever ainsi de déconsidérer le monde occidental en Asie, où ils en sont le porte-parole.

Sans leur protection, leur allié s'écroulerait. Les Américains ont peur, qu'à cette occasion, un vide politique se fasse, une période d'anarchie s'instaure pendant laquelle le Front de Libération Nationale, à majorité communiste,

et qui chaperonne l'action des Viêt-Cong, s'empare du pouvoir.

Bien sûr, le danger existe, on ne peut le négliger. Mais proclamer que la seule alternative au fascisme au Sud Vietnam soit le communisme, c'est un peu de la démagogie à bon compte. C'est oublier que, sur treize millions d'habitants, ce pays compte un million de catholiques, un million de réfugiés qui ont fui le Nord, une forte armée de près de 200.000 hommes créée uniquement pour lutter contre le Vietminh, 600.000 Khmers fidèles à Sihanouk... C'est oublier, aussi, qu'au plus fort de la pénétration du Vietminh en Indochine, en 1953, son emprise sur la population resta faible, étant donné les structures et la mentalité de la population du delta du Mékong. C'est oublier, enfin, que les sectes religieuses et leurs armées, qui ont participé à la lutte contre le Vietminh avant d'être éliminés en 1955 par Diem, se reconstituent peu à peu.

Tous ces éléments permettent d'avancer que, si M. Diem était renversé rapidement, si les États-Unis ne tentaient pas alors de le remplacer par un autre de leurs pions, il serait possible que se dégagent de cette grande majorité de la population, — dont la vocation n'est pas à priori communiste — des cadres d'autant plus susceptibles d'avoir sa confiance qu'ils en seraient issus. Ces cadres pourraient ainsi se « désengager » vis-à-vis des encombrants alliés américains, tenter une ouverture vers le Nord sur le plan culturel et économique, de manière à laisser une chance à une

réunification pour l'instant impossible, et, surtout, afin de neutraliser les cadres qu'Hanoï dirige dans le Sud et dont la propagande, Diem disparu et les Américains écartés, se heurterait à de

plus grandes difficultés

Réciproquement, ce serait aussi pour Hanoï la possibilité de connaître une autre ouverture que celle — écrasante — de la Chine Populaire et il est fort probable que le Nord serait provisoirement satisfait par le succès

que représenterait à

ses yeux le départ pour d'autres horizons des « conseillers » américains de Saïgon.

C'est cette période provisoire de non-ingérence du Nord dans les affaires du Sud, obtenue à la suite de négociations ou d'un accord tacite entre les deux parties, que les nouveaux dirigeants de Saïgon devraient mettre à profit. Ce serait une entreprise difficile car il faudrait vite obtenir des résultats positifs. Mais le Sud-Vietnam ne manque pas de cadres pour la mener à bien, sous l'autorité d'un Exécutif solide qui n'hésiterait pas à à prendre les décisions qui s'imposent pour enrayer la corruption dans l'Administration, imposer une réforme agraire, nationaliser l'industrie, car l'on sait à quel point, dans les pays sous-développés, les intérêts particuliers divergent de l'intérêt national.

Une telle éventualité n'est pas impossible. Elle pose comme condition première une « revietnamisation » du Sud-Vietnam. Mais il est évident que ce n'est pas vers une solution de ce genre qu'on s'oriente, mais plutôt vers une internationalisation du conflit. Pour éviter une réaction violente de la part des Soviétiques, Washington a dû démentir l'envoi de ses troupes dans les rizières de Cochinchine, (envoi dont il avait été question lors de la réunion des conseillers militaires de l'O.T.A.S.E., à Bangkok, au début de ce mois, et dont l'amiral Felt s'était publiquement fait l'écho lors de son passage à Saïgon). C'est pourtant bien cette question qu'est allé envisa-



Au lieu de former des recrues, laisser une chance à la réunification

ger à Saïgon, cette semaine, le général Maxwell Taylor, conseiller militaire personnel du Président Kennedy. Et si les Etats-Unis, comme tout le laisse croire, continuent à aider Diem à se survivre, à accroître leur soutien à un régime qui, s'il fut populaire, ne l'est plus et ne le sera plus jamais, ils ne contribueront pas à le consolider, mais à précipiter la population dans les bras des Vietcong. Bientôt, peut-être, les G.I. vont prendre la lourde succession du Corps expéditionnaire français. Et Une troisième conférence de Genève, ou d'ailleurs, se réunira pour ratifier

la nouvelle poussée communiste dans le Sud-Est asiatique. Telle est l'évolution qui se dessine aujourd'hui et que rien ne semble devoir déjouer, à moins qu'un nouveau coup d'Etat hypothétique réussisse à Saïgon. Mais il ne faut pas s'attendre à un brusque revirement d'attitude de la part de Washington, tant que les Etats-Unis n'auront pas constaté sur le terrain l'échec de leur nouveau plan.

J.-C. Bastia